

Le gramophone est notre voix

Le GRAM est né il y a quatre ans de la volonté de faire exister un véritable débat intellectuel dans l'espace public métropolitain. Et ce, en rappelant la possibilité d'un nouveau rapport entre mandants et mandataires ou en explorant les pistes d'un réel volontarisme politique. Ces objectifs restent aujourd'hui primordiaux à l'heure où le pouvoir cède au court-termisme, qui sonne toujours, tant au niveau local que national, comme une défaite durable de la gauche. Cette défaite est bien plus que celle d'un président ou d'un Premier ministre : c'est probablement celle des partis ou surtout d'une génération arrivée en politique dans les années 1980. Cette génération d'élus et leur entourage a cédé sur des valeurs majeures en convoitant avant tout des victoires électorales.

Il flotte comme un air de crise de régime tant les institutions ont perdu de leurs sens, tant les partis n'ont plus d'assises sociales et tant les programmes ont cédé la place à de simples promesses.

Mais un regard teinté d'optimisme nous permet d'apercevoir le champ des possibles et de croire en l'avenir et ceci grâce à l'émergence des nombreuses initiatives citoyennes porteuses d'idées et d'innovations pour notre société.

Un mouvement citoyen comme le nôtre se doit de faire entendre sa voix dans les mois qui viennent dans un climat fait d'excès de langages et d'annonces.

Le *gramophone* est notre voix. Qu'elle résonne fort dans la cité! ○

Le comité de rédaction



Nous souhaitons que ce journal du GRAM (Groupe de Réflexion et d'Action Métropolitain) soit participatif, vous pourrez réagir aux différents articles parus et utiliser l'espace « En toute Liberté ». Votre collaboration pourra aussi s'exprimer en aidant à la diffusion dans votre quartier, ce qui vous permettra de recueillir des avis et des suggestions que vous pourrez ensuite nous transmettre.
Ensemble, nous voilà partis pour une grande aventure ! IFC

André Gachet,
élu GRAM, Conseiller
métropolitain, Conseiller
d'arrondissement

Pourquoi des auditions à la Métropole ?

Elles ont pour vocation de donner aux élus des temps de rencontres délivrés des contingences liées aux travaux institutionnels et sans autre enjeu que la réflexion. Écouter et entendre la parole des acteurs de terrain pour proposer et décider, après avoir fait ressortir les questions et les enjeux. Nous souhaitons une expression libre, sans a priori, qui apporte un éclairage aux élus de la Métropole et participe au débat citoyen. Ces temps d'échange sont ouverts à tous les élus et aux agents de la Métropole et évidemment aux acteurs associatifs.

Quelles ont été les thématiques abordées ?

Nous nous sommes pour l'instant intéressés à l'action sociale, nouvelle compétence métropolitaine. Le rapport entre l'usager et la Métropole, la prise en compte des publics dans le développement urbain, les coûts et les moyens, les enjeux stratégiques autour de la question de la précarité aujourd'hui, sont autant de questions que nous souhaitons voir abordées et débattues.

Auditions 2015

(disponibles sur notre site internet) :

- sur les établissements d'accueil au service d'une métropole inclusive avec les acteurs de l'urgence, du handicap et un éclairage universitaire,
- sur l'action sociale à travers « la parole des gens... » dans le souci de déporter les débats sur la participation des personnes éloignées de la parole publique mais bien présentes dans la Cité.

Zoom sur la Métropole

À la Métropole les premiers travaux ont abouti à la mise en place d'un Pacte Métropolitain sur lequel nos élus ont déposé plus de vingt amendements dont quatre ont été repris.

Au final la Métropole est une addition de territoires qui doivent trouver, à partir de valeurs communes, une identité collective, au détriment des arrondissements volontairement écartés de ce projet.

Face à une concentration du pouvoir par l'exécutif au sein de la commission permanente (composée principalement d'élus de la majorité, ouverte à quelques groupes), nos élus se sont attachés à dénoncer cette confiscation qui ignore, non pas des particularismes locaux, mais la capacité des territoires à être force de propositions et les relais d'une construction véritablement métropolitaine. C'est pour résister à cette tendance que nos élus ont créé les auditions thématiques.

La Programmation pluriannuelle d'investissement, où le centralisme laisse très peu de place à l'innovation et à l'imagination locale, confirme cette concentration. Un seul objectif pour l'exécutif : le développement international.

Au vu de la difficulté pour nos élus de faire entendre leur voix dans cet hémicycle, leurs actions se sont concentrées sur la politique Sociale, pour laquelle la Métropole reconduit ce qui était fait antérieurement sans chercher à innover.

Le GRAM, parfois accompagné par d'autres forces politiques, est donc intervenu sur :

- le plan d'action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées,
- la protection de l'enfance,
- l'accompagnement des personnes âgées et des personnes adultes handicapées à domicile,
- l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Un journal, pourquoi ?

1 – Être sur le terrain

Pour réfléchir et construire avec vous. Outre quelques points fixes de distribution, nous le proposons de la main à la main, sur le terrain de la Métropole, afin de vous rencontrer, échanger et de confronter nos idées.

2 – Prolonger nos réflexions

Le gramOphone est un nouveau support de réflexions, notamment au travers du dossier central thématique consacré dans ce premier numéro à la question du revenu inconditionnel.

3 – Permettre l'expression

Parce qu'il est important de permettre à ceux qui le souhaitent de s'exprimer, de présenter un point de vue, d'émettre une critique, ou d'échanger, cette Tribune libre attend vos propositions.

4 – Faire connaître

Le GRAM bien sûr et ses actions, mais aussi les ouvrages, séries ou films qui ont alimenté nos réflexions, d'autres initiatives citoyennes, l'action de nos élus.

Voilà pourquoi nous avons créé le gramOphone. ○

Friches

Anticipation au programme de ce premier numéro avec *Trepalium* et *Contoyen*.

Il nous semble important de partager des lectures, essais ou romans, des visionnages de documentaires ou de films qui nous ont fait grandir. Plutôt que d'appeler cette rubrique culture, nous avons préféré friches.

Arte nous sauve une fois de plus de notre côté patates de sofa avec la série *Trepalium* en six épisodes, réalisée par Vincent Lannoo. Images léchées, ambiance rétro-futuriste : bienvenue à Aquaville où 20 % de la population est active (insiders – sic !) contre 80 % repoussés depuis trente ans derrière un mur. Sous la pression financière, la première ministre propose de sélectionner 10 000 *zonards* pour les transformer en *solidaires* dans les foyers de la ville tandis que la résistance s'organise.

Contoyen, roman de Philippe Deschemin, nous fait découvrir la vie des *contoyens* qui bénéficient chacun d'un revenu mensuel dédié à la consommation, avec en creux celle des *protoyens* voués à la production. Outre les nombreux attraits de l'ouvrage – voir la chronique web de *Quatre Sans Quatre* – il apporte un autre éclairage à notre dossier central et en montre les dérives potentielles. ○

Le revenu inconditionnel

Ces derniers temps, le sujet resurgit dans les débats nationaux et européens et d'un point de vue politique, aussi bien chez les conservateurs ou libéraux, que chez les démocrates et humanistes. Doit-on se rassurer du consensus apparent ? Pas si évident. En effet, les différents termes employés peuvent cacher des projets bien différents. Pour certains, il s'agirait de mettre en place un revenu de base remplaçant l'ensemble des aides sociales afin d'en réduire leur coût. Pour d'autres, il s'agit d'inclure toute la société et de penser en terme d'activités humaines (entreprendre, étudier, s'occuper d'un parent, inventer) pour permettre à chacun de choisir librement sa contribution apportée à la société. Ce pourrait être une révolution.

N'oublions pas que l'une des valeurs indispensables pour le développement d'une société égalitaire est la solidarité. Si l'on regarde un peu derrière nous, la République qui nous a été transmise par les Lumières, a été conçue autour de la question de l'égalité. À ce titre, l'impératif de solidarité se conjugue à une juste redistribution de l'héritage, scientifique, technique, institutionnel, structurel ou juridique, afin que les acquis puissent profiter à tous. Un des outils mis en place pour répondre à cet impératif de solidarité a été, au sortir de la guerre, la création des différentes aides sociales.

Cependant les évolutions de nos institutions ont abouti à un système de gestion d'une complexité rare. Trop de structures gèrent ces aides avec des critères d'attribution qui leur sont propres confrontant l'usager à des justificatifs toujours plus nombreux et un manque de personnel pour traiter l'ensemble des dossiers. Certains, nous le savons, ne se déclarent pas bénéficiaires de ces aides face à des démarches trop complexes ou par manque d'information.

Le revenu inconditionnel remettrait à plat l'ensemble du système social dans le souci d'avoir une redistribution qui bénéficie à tous.

Nous vivons à une époque où les évolutions technologiques sont importantes et paraissent sans limite. Mais la face cachée de ces progrès concerne l'évolution du monde du travail

et plus particulièrement la question des emplois. Nous constatons chaque jour, que de plus en plus de tâches sont automatisées et réalisées par des robots, particulièrement dans le monde de l'industrie, demain aussi dans le monde de la construction avec l'apparition de la première imprimante 3D pour la construction de maisons et d'immeubles en Chine par exemple. Cette automatisation entraîne de fait la disparition de métiers et de postes au sein des entreprises, les emplois les moins qualifiés disparaissent les premiers. Ceci entraîne aussi la création de nouveaux métiers plus qualifiés, mais moins nombreux. La balance en terme de création d'emplois reste donc négative.

À cela s'ajoutent la baisse continue de la croissance dans les pays développés, le désengagement progressif de l'État, la financiarisation mondialisée (les échanges de capitaux représentent dix fois les échanges commerciaux sans la création de biens, services ou investissements indispensables dans l'économie réelle)

confrontés à une demande d'emploi qui croît régulièrement (population en âge de travailler en augmentation). Tous ces facteurs ne permettent pas d'entrevoir une amélioration sans une réorganisation profonde du travail. Le partage du temps de travail s'est organisé de par leur situation (petits boulots, temps partiels, intérimaires, en formation, travailleurs détachés, travail dissimulé, auto-entrepreneurs...) et combien de citoyens non répertoriés (chômeurs longue durée découragés et plus inscrits) sans même parler des conditions de travail, des heures supplémentaires non rémunérées, rapprochant de plus en plus de travailleurs du burn out.

Au GRAM !

De notre côté, nous pensons que l'épanouissement de chacun favorisera le développement d'une société plus juste, permettant à tous de trouver sa place ; que les progrès technologiques doivent rester des progrès, et non pas une fin en soi et encore moins une solution à tous les problèmes ; que la robotisation permet de réduire la pénibilité de certaines tâches et donc d'améliorer le confort de travailleurs et qu'il n'est pas souhaitable d'envisager la réduction de cette robotisation sous prétexte de réduire la destruction d'emploi ; que le milieu associatif apporte d'infinis bénéfices à notre société, permet de remettre la question de la solidarité en son cœur, permet de faire émerger des idées et de grands projets mais ne permet pas d'avoir une autonomie suffisante ; que les études et les formations coûtent de plus en plus cher et entraînent une sélection par l'argent alors qu'une société ayant accès à l'enseignement, à la formation, à la culture et aux connaissances est une société qui invente, innove et développe le vivre ensemble, permettant l'épanouissement des individus.

Pour toutes ces raisons, il est important que la question d'un revenu inconditionnel, permettant à chacun d'être libre de choisir ses aspirations dans la société tout en réduisant les inégalités, ne soit pas cantonnée à des postures idéologiques ou partisans. Il est crucial de réfléchir entre citoyens, économistes, travailleurs, chefs d'entreprise et politiques, sur les différentes actions à mettre en œuvre pour voir aboutir ce projet de société.

Nous vous proposons de faire vivre le débat autour de réunions d'informations, de tables rondes, de notes de réflexions, pour penser ensemble à notre avenir commun. ○

EXPÉRIMENTATIONS DANS LE MONDE

1976

ALASKA

Financement assuré par un fond souverain dont le capital est basé sur les revenus miniers et pétroliers de l'État.

2011

INDE

Créé par le syndicat de femmes Self Employment Women Association en partenariat avec l'UNICEF dans plusieurs villages de l'État du Madhya Pradesh.

- 4 000 personnes ont ainsi bénéficié d'un revenu mensuel de 300 roupies par adulte et 100 par enfant. Augmenté de respectivement 100 et 50 roupies dans les six derniers mois du projet.

Résultats :

- Augmentation des dépenses attribuées à la nourriture et baisse de la malnutrition
- Augmentation du temps de présence des enfants à l'école et amélioration des résultats scolaires.
- Épargne multipliée par trois.
- Création d'activités génératrices de revenus.
- Augmentation de l'activité agricole.

2016

FINLANDE

- Expérimentation revenu universel de base d'environ 800 euros, sans considération de revenu.
- En contrepartie, toutes les prestations sociales seraient supprimées.
- Extension à l'ensemble des citoyens européens pour 2017.

2016

PAYS-BAS, Utrecht

- Lancement d'un projet pilote dans le courant de l'année.
- 30 municipalités se sont montrées intéressées pour mener des projets pilotes similaires.

1968-1982

ÉTATS-UNIS

- Quatre expérimentations sociales.
- Pas de baisse significative du nombre de travailleurs et du temps de travail.
- À noter que ce débat réapparait actuellement.

1970-1974

CANADA, Dauphin-Ville dans le Manitoba

- Pas de baisse significative du nombre de travailleurs et du temps de travail (baisse du nombre d'heures travaillées = 1 %).
- Allongement de la durée des études des jeunes accompagné d'une meilleure réussite.
- Baisse de la criminalité et des hospitalisations.

2007-2009

NAMIBIE

- Projet Basic Income Grant (BIG) a permis aux habitants de deux villages de bénéficier de ce revenu : Soit 100 dollars namibiens par mois, soit l'équivalent de 8 à 10 euros.

Résultats :

- Baisse du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté.
- Augmentation des activités économiques.

2015

RÉGION AQUITAINE

- Vote du Conseil Régional pour la mise en place d'un RSA inconditionnel.

RENCONTRE AVEC

BAPTISTE MYLONDO,

économiste et universitaire, auteur de :

- Des caddies et des hommes : Consommation citoyenne contre société de consommation*
- Ne pas perdre sa vie à la gagner : Pour un revenu de citoyenneté*
- Un revenu pour tous ! : Précis d'utopie réaliste*
- Pour un revenu sans conditions : Garantir l'accès aux biens et services essentiels*
- Non au temps plein subi ! Plaidoyer pour un droit au temps libéré.*

B. M. — Chaque promoteur du revenu inconditionnel a sa propre définition ; pour ma part j'entends un revenu monétaire suffisant, versé sans condition ni contrepartie. Cette double conditionnalité n'interroge ni les ressources, ni les conditions d'emploi ou leur absence, ni la situation familiale, etc. Sans contrepartie c'est-à-dire sans recherche active d'emploi, ni travaux d'intérêt général. Suffisant pour échapper à la pauvreté, l'exclusion ou l'exploitation salariale : le revenu inconditionnel doit permettre de se passer durablement d'emploi.

B. M. — Ces objectifs sont principalement d'éradiquer la pauvreté dans sa définition monétaire et de remettre en cause la survalorisation de l'emploi sur la valeur travail.

Il faut entendre ici que le revenu inconditionnel, s'il est versé au nom de la contribution de tous à la création de richesse, permet de reconnaître la création de richesse par le travail en dehors de l'emploi. J'ai recensé dix objectifs au revenu inconditionnel, réduire les inégalités en le finançant par une augmentation de l'impôt et par la progressivité de l'impôt sur le revenu en est un autre.

B. M. — Pourquoi le verser, par exemple, à Bernard Arnaud ? Le raisonnement, encore une fois, est que tout le monde contribue d'une manière ou d'une autre à l'enrichissement collectif. À ce titre, le revenu inconditionnel doit être versé à tous. Je suis pour l'universalité dans une logique de lutte contre la stigmatisation. Aujourd'hui le système de protection sociale, notamment dans sa branche assistancielle et de solidarité nationale, est particulièrement stigmatisant. Philippe Van Parijs, belge, alerte sur une prestation pour pauvres généreusement accordée par les riches. Tout le monde produit, donc tout le monde a le droit à la même base.

B. M. — Certaines propositions, clairement libérales, proposent un revenu inconditionnel trop faible s'accompagnant d'une suppression de l'essentiel de la protection sociale. D'autres se fondent sur une logique de simplification, notamment en matière de gestion des différentes protections sociales et ne redistribuent pas les richesses. ○

Retrouvez l'intégralité de l'interview sur Gram @DailyMotion

Brèves

Qu'est ce que le GRAM ?

Le GRAM est un groupe de réflexions, un laboratoire d'idées et d'expérimentations dans la métropole lyonnaise. Notre ambition est d'unir les forces citoyennes démocratiques au service d'un projet politique de gauche innovant pour la Métropole. Le GRAM est animé par le désir et l'ambition de contribuer au débat politique, démocratique, urbain, économique, social, culturel et environnemental de la Métropole lyonnaise. Ce travail est mené à partir de l'expertise et des travaux de ses membres, sur des projets expérimentés dans d'autres territoires par les collectivités ou les citoyens, ainsi que sur des travaux menés au sein d'universités, de laboratoires de recherche, d'associations ou d'entreprises.

Notre volonté est de soumettre chaque débat aux habitants, d'alimenter la réflexion, de permettre l'union des forces citoyennes, et politiques, et d'agir pour permettre l'émergence d'un territoire répondant aux besoins de chacun et d'imaginer ensemble le territoire de demain favorisant le vivre ensemble.

Prochains rendez-vous

26 AVRIL 2016 à 20h

Quel devenir pour nos institutions ? Intervention d'Olivier Frérot.

Rendez-vous à la Maison des Passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon

12 MAI 2016 à 19h30

Quelles évolutions envisager dans le monde du travail ?

Intervention de Pierre Larrouturnu autour de la question de la réduction du temps de travail.

Rendez-vous à la Maison des Passages, 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon

À VENIR

Notre nouveau site internet ! Un indice : gram-metropoles.fr

Une vidéo de présentation du Gram bientôt disponible sur notre site et notre chaîne DailyMotion.

ON TRAVAILLE ! VENEZ SI VOUS

VOULEZ !

Sur le prochain numéro du journal... et oui déjà ! Sur une note de réflexion autour de la question de la transition énergétique.

Pierre Larrouturnu

12 mai

Pierre Larrouturnu est un électron libre rassurant. Les solutions existent, elles sont simples. Il suffit de s'affranchir du modèle néolibéral actuel et de replacer l'homme et la planète au cœur des préoccupations et non pas le CAC 40 et les banques. Ce sont les idées, auxquelles il est fidèle depuis de nombreuses années, qu'il développera le 12 mai prochain : partage du temps de travail, isolation des bâtiments, utilisation du Fonds de garantie des retraites, trésorerie des PME, PMI...

Coup de...

... Pouce

Ne rien faire, c'est laisser faire !

Comment favoriser l'engagement citoyen en cette période de désamour politique ? La question est essentielle tant les contours du repli sur soi sont limités et improductifs. Notre société doit se penser plus collectivement et plus imaginative que jamais face aux défis d'envergure qui nous attendent. L'association indépendante Anciela participe à cette émulation en formant à la mobilisation et en suscitant l'engagement des citoyens qu'elle favorise concrètement au travers de formations ouvertes à tous et d'accompagnement aux initiatives citoyennes. Anciela a également édité un guide où sont répertoriées 400 associations et initiatives citoyennes à découvrir. Coup de pouce! ○

Pour en savoir plus : www.anciela.info

Association Anciela

... Gueule

Bains-douches Flesselles : honte et indignation !

La Ville de Lyon a tenté d'agir en catimini pour fermer l'un des deux bains-douches lyonnais. C'était sans compter sur le vent des canuts qui a répandu la nouvelle. S'en est suivie une mobilisation importante.

Les raisons ? Non accessibilité pour les personnes porteuses de handicap, moindre rentabilité et vétusté. Ces arguments sont fallacieux : les bains-douches Flesselles sont anciens mais pas vétustes, l'accessibilité peut faire l'objet d'une demande de dérogation utilisant l'ascenseur de la salle des Ovalistes.

Ils répondent à un besoin social de proximité, le CCAS* reconnaissant qu'en cas de fermeture d'un des bains-douches, les usagers auraient d'importantes difficultés à se reporter sur l'autre. Même chose pour les personnels : les syndicats saisis du transfert vers Dellessert ont rejeté par deux fois le dossier : en vain !

L'accès à l'eau et à l'hygiène fait partie des droits fondamentaux de la personne. Aujourd'hui, le Président du CCAS, Maire de Lyon, bafoue ce droit : honte à lui! ○

* CCAS : Centre Communal d'Action Sociale

Abonnez-vous & adhérez



GRAM
Centre de Recherche et d'Action Sociale

Deux formules d'abonnement, afin d'être assuré de recevoir les prochains numéros chez vous :

- Formule de base : 5 € - 4 numéros/an
- Formule encouragement : 10 € ou plus - 4 numéros/an
- Envoyez-nous un mail à : contact@gram-lyon.fr
- Ou envoyez-nous un courrier à :
GRAM - gramOphone, 5 rue Bon Pasteur, 69001 Lyon

Pour adhérer au GRAM, rendez-vous sur la page dédiée de notre site : www.gram-lyon.org

Vous avez aimé le journal ?

Aidez-nous à financer les prochains numéros par un don sur le

* Pot commun * : www.lepotcommun.fr/pot/17149pfg